Suisse sans armée : erreur sur la question

Autor(en): **Delley, Jean-Daniel**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **26 (1989)**

Heft 948

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1010999

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Domaine Public 948

DP

J.A. 1000 Lausanne 1 27 avril 1989
Hebdomadaire romand Vingt-sixième année

Suisse sans armée: erreur sur la question

En lançant leur initiative, les partisans d'«une Suisse sans armée et d'une politique globale de paix» croyaient susciter un débat de fond sur la défense nationale. Conscients que leur proposition ne pouvait trouver l'adhésion d'une majorité populaire, ils n'avaient d'autre ambition que d'ébranler le mythe de l'armée et d'apporter une nouvelle dynamique à l'exigence de paix. A entendre les arguments échangés jusqu'à présent, force est de constater que leur entreprise a échoué.

Dans les deux camps, la réflexion a très rapidement cédé le pas à la profession de foi fondamentaliste. Les adversaires de l'initiative se sont réfugiés dans une conception mythique de l'armée, élément fondateur et consubstantiel de notre identité nationale; ses partisans ont brossé de l'armée un portrait-robot qui prend les traits d'un bouc émissaire, responsable de tous nos maux: la suppression de l'armée devrait marquer l'aube d'une société pacifiée et solidaire, en harmonie avec son milieu naturel, et encourager la communauté internationale dans ses efforts de désarmement.

Situé à un tel niveau, le débat est sans issue. La discussion politique ne peut se nourrir du choc des postulats irréductibles, du conflit des consciences avides d'absolu. Est-il permis de refuser ce climat de religiosité stérile et asphyxiant et de poser des questions politiques?

L'armée n'est qu'un outil et, à ce titre, susceptible d'une évaluation permanente: les moyens mis en œuvre sont-ils adéquats aux objectifs poursuivis? Et ces objectifs, quel est donc leur contenu? Faut-il les adapter aux conditions actuelles?

De l'analyse de la réalité présente — défense nationale trop coûteuse, inefficace; armée autoritaire et menace pour les mouvements sociaux; criminalisation des objecteurs de conscience; environnement menacé; paupérisation d'une partie du tiers monde — les partisans de l'initiative déduisent la nécessité de supprimer l'armée. La conclusion est hâtive; elle fait l'économie des solutions alternatives. Sur ce terrain, les deux camps se rejoignent dans le même fondamentalisme: point de salut avec l'armée pour les uns, sans l'armée pour les autres. L'instrument est érigé en référence fondamentale, hors de l'espace et du temps. A ce niveau d'abstraction, le débat se meurt. Ou quand débat il y a, il est sans rapport avec l'existence de l'armée.

Les initiants sont largement responsables de cet échec. La question qu'ils posent au peuple suisse ne peut déboucher que sur des positions figées, stéréotypées. En fait, il y a erreur sur la question: l'alternative proposée — oui ou non à l'armée — occulte le vrai débat auquel la Suisse est aujourd'hui confrontée: dans l'Europe qui se fait, quelle est notre place? Face aux bouleversements politiques que connaissent les pays de l'est, comment réagir? Quel rôle pour la Suisse prospère sur une planète où le déséquilibre des ressources va croissant? Une politique de paix et de sécurité exige des réponses à ces questions. Le problème de l'armée suisse, dans ce contexte, ne constitue pas un enjeu. Faire croire le contraire, c'est bercer d'illusions les citoyennes et les citoyens qui aspirent à un monde de justice et de paix. Car cet objectif exige une volonté et des efforts autrement plus marqués que la seule modification d'un article constitutionnel.

JD